



Projet associatif
de Boc' à RÉCUP



Sommaire

La création.....	4
Notre histoire n'est pas nouvelle.....	5
Missions et valeurs.....	6
L'éducation populaire.....	7
Une souveraineté alimentaire.....	8
L'accès à la terre.....	9
Soutenir l'agriculture paysanne.....	10
Lutter pour le droit à l'alimentation.....	11
Agir contre les discriminations.....	12
Notre analyse du monde.....	14
Orientations et actions.....	18
Organisation de l'association.....	20



La création

En 2019, nous sommes quatre cofondateur·trices, originaires du département de l'Ain à se réunir pour devenir acteurs de notre alimentation et trouver des solutions individuelles et collectives en favorisant les circuits courts, en cuisinant, mangeant localement et des produits de saison...

“Changer notre agriculture et notre alimentation est essentiel pour un monde plus écologique et solidaire”

C'est avec cette volonté commune qu'en 2020, nous déposons alors les statuts de l'association Boc' à RECUP' et c'est ainsi que l'aventure débute.



Notre combat n'est pas nouveau

Nous luttons pour un monde où...

“chacun et chacune est acteur.rice de son alimentation et contribue à une agriculture durable”

Ce que nous défendons n'est pas nouveau, cela fait des dizaines d'années que certains mouvements, associations ou syndicats alertent sur les conséquences d'une agriculture industrielle. Ainsi, nos valeurs et nos combats s'ancrent dans ceux portés par d'autres, comme la confédération paysanne, la via campesina, les réseaux des CIVAM ou d'InPACT.






Notre mission et nos valeurs

Boc' à RECUP' est une association qui se veut multi-acteurs, elle regroupe ainsi des animateur·rices, des fils et filles d'agriculteur·rices, des paysan·nes, des "bons-mangeur·euses" et de toutes autres personnes portées par nos valeurs et nos actions.

Notre mission est de créer du lien entre paysan·nes et la population, d'ouvrir des espaces d'échanges et de partager des savoir-faire

Cette mission de sensibilisation a pour visée une transformation globale et collective de nos modes de consommation, de production, nos liens sociaux entre consommateur·rices et producteur·rices.





L'éducation populaire, un principe d'action transversal

Nos actions sont guidées par des pratiques d'éducation populaire. Nous valorisons la coopération, l'apprentissage entre pairs, l'expérimentation et la créativité. Nous défendons aussi que par ces pratiques d'éducation populaire nous pouvons, collectivement, agir sur la société et la transformer. Cette démarche est transversale et se retrouve dans notre manière d'animer, de prendre des décisions, d'agir.

En tant qu'animateurs et animatrices d'éducation populaire, nous donnons vie à des idées, à des moments de débat, de désaccords, de coopération, de convivialité... Nous transmettons notre passion tout en accueillant les savoirs-faire et les connaissances de chacun-e.

Nous offrons un cadre sécurisé pour laisser place à l'expérimentation, ainsi nous encourageons petits et grands à utiliser les outils "à risque" avec précaution, laisser libre court à leur créativité, à se laisser guider par leurs sens. La dimension collective de notre pratique est essentielle, car elle permet d'aller à la rencontre de l'autre, de s'ouvrir à ce que l'autre pense pour se forger son propre avis.



Une souveraineté alimentaire

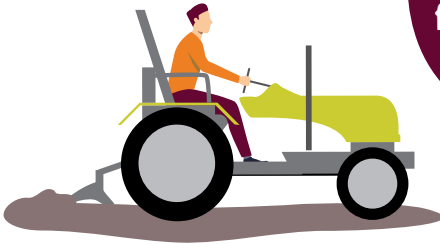


« La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays de maintenir et de développer sa propre capacité de produire son alimentation de base, en respectant la diversité culturelle et agricole. » *

Ce principe de souveraineté alimentaire guide le projet de Boc' à RÉCUP' que nous souhaitons défendre sur notre territoire et dans le monde. La spécialisation des territoires dans certaines cultures ou les accords de libre-échange dégradent ce principe. La production agricole doit avoir pour objectif de nourrir les populations locales et non pas instaurer une compétition entre les paysans du monde, qui engendre leur appauvrissement. C'est pourquoi nous faisons le choix des circuits courts et au maximum des productions locales. Pour certains produits comme le sucre ou le chocolat, nous faisons le choix du commerce équitable pour assurer aux producteurs et aux transformateurs une juste rémunération de leur travail.

* Définition de la Via Campesina
(déclaration de Rome en 1996)

Limiter la mécanisation et faciliter l'accès à la terre



La mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture ont engendré des exploitations de plus en plus grandes, et productives. Cette agriculture dite "conventionnelle", industrielle qui est néfaste pour la nature, le climat, les agriculteur·trices, les consommateur·trices et les animaux n'est pas une fatalité !

Un changement agricole doit passer par une dé-mécanisation et l'installation de plus de paysans et paysannes avec des exploitations à taille humaine.

Pour cela, l'accès aux fonciers doit être facilité, les moyens de production doivent être mieux répartis, et permettre un salaire digne à chaque paysan·nes.



Soutenir l'agriculture paysanne



Nous souhaitons collaborer avec les paysan·nes de notre territoire et ainsi soutenir un modèle de production agricole basé sur les principes de l'agriculture paysanne :

- La répartition des volumes de production pour permettre à chacun·e d'accéder et de vivre du métier de paysan·es
- La solidarité entre paysan·nes et la recherche de partenariats avec les acteurs du territoire
- Le maintien de la biodiversité des écosystèmes
- La valorisation des ressources abondantes et l'économie des ressources rares
- Le développement de la qualité et du goût des productions agricoles
- L'autonomie dans le fonctionnement des exploitations et raisonner à long terme et de manière globale
- Le refus du productivisme en agriculture

Ainsi, nous voulons **« permettre à un maximum de paysannes et de paysans réparti·e·s sur tout le territoire de vivre décemment de leur métier, en produisant sur une exploitation à taille humaine une alimentation saine et de qualité, accessible à toutes et tous, sans remettre en cause les ressources naturelles de demain ».***

Pour cela il nous paraît primordial de recréer du lien, sensibiliser les consommateur·rices au travail des paysan·nes et faire connaître les richesses alimentaires produites sur notre propre territoire.

* Source : Fodear, réseau de l'agriculture paysanne
<https://www.agriculturepaysanne.org/>
et site de la confédération paysanne
<https://www.confederationpaysanne.fr>





Lutter pour le droit à l'alimentation

*« Le droit à l'alimentation est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit aux moyens d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne. »**

Le principe de droit à l'alimentation que nous soutenons diffère du droit à être nourri puisqu'il implique d'avoir accès à une alimentation choisie, non imposée, saine et de qualité.

« Le véritable choix est de pouvoir choisir ce qu'il y a dans les rayons, quelles sont les conditions de production, quels critères économiques, sociaux et environnementaux les produits proposés respectent. [...] Il est urgent de généraliser l'accès de tous et toutes à une alimentation de qualité et choisie. »**

C'est pour cela que nous nous positionnons en faveur d'une sécurité sociale de l'alimentation, telle qu'elle est portée par le collectif SSA et nous engageons dans ce projet localement.

* Nations Unies, droits de l'homme <https://www.ohchr.org>

** Mathieu DALMAIS, conférence gesticulée *De la fourche à la fourchette... Non ! L'inverse !!*

Agir contre les discriminations de genre



Notre société capitaliste et patriarcale produit des discriminations et des rapports de domination multiples. En ce qui concerne le genre, les femmes en sont les premières impactées. C'est particulièrement le cas dans le monde agricole.

*La culture agricole dominante, toutes filières et types de systèmes confondus, valorise quant-à-elle la masculinité hégémonique.**

De même, la cuisine du quotidien est communément admise comme une activité féminine alors que la gastronomie, dans sa dimension d'exception, est réservée aux hommes.

Nous souhaitons dans nos actions repenser ces rapports sociaux, cela passe par :

- » **S'interroger** sur les rapports de domination qui traverse notre propre organisation ;
- » **Rendre visible** le travail des paysannes, des cuisinières et le travail domestique ;
- » **Aider à la conscientisation** des rapports de domination quand nous y sommes confrontés ;
- » **Promouvoir une éducation non genrée**
- » **S'inscrire dans les luttes féministes et anticapitalistes.**

**Dégenrons le monde agricole et rural, ça vous dérange ?*
par le réseau des CIVAM



Notre analyse du monde

Nos constats décrivent un système agricole et alimentaire verrouillé qui ne permet pas l'épanouissement de nos écosystèmes et une souveraineté alimentaire.



L'impact de l'industrialisation, du productivisme

*« L'agriculture contribue au dérèglement climatique par l'émission d'un peu de CO², de beaucoup de méthane (bovins, rizières) et de protoxyde d'azote (engrais chimiques). À l'échelle mondiale, l'agriculture est responsable de 25% des Gaz à Effet de Serre si on y inclut la déforestation induite. »**

Les méthodes de production agricole, basées sur de la monoculture intensive, participent à l'appauvrissement des sols, la pollution de l'eau, l'effondrement de la biodiversité, l'émission de gaz à effet de serre, etc.

* Fresque du climat selon des rapports rédigés par le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

La difficulté d'accessibilité à la terre

Le principe de souveraineté alimentaire s'oppose aux pratiques des multinationales qui viennent accaparer des terres au profit de l'agro-industrie. Des lois et des aides doivent permettre l'accès au foncier des populations locales pour une agriculture vivrière. Le droit à la terre est étroitement lié au droit à l'alimentation : sans terre on ne peut produire ses propres denrées alimentaires.



Inégalités du système alimentaire et agricole

Selon la FAO, $\frac{1}{3}$ de la production mondiale est gaspillée, la production alimentaire actuelle pourrait nourrir 12 milliards de personnes (soit 1,6 fois la population mondiale en 2017). Aussi, un milliard de personnes souffrent de carences nutritionnelles et 820 millions de personnes n'ont pas les kilocalories nécessaires par jour (soit 1 personne sur 9). **Le problème d'accès à l'alimentation ne peut s'expliquer par un manque de nourriture produite !**

De plus, 80% des personnes souffrant de la faim sont des personnes qui travaillent dans l'agriculture, l'élevage et la pêche, ainsi que leurs familles.* Les raisons sont multiples : mauvaise répartition des richesses et des revenus, politiques libérales du commerce, aides publiques favorisant l'agriculture intensive et destinée à l'exportation (et non à l'agriculture paysanne et vivrière), évolution du climat et catastrophes naturelles, etc.

Face à ces problématiques, nous observons un manque d'adaptation et l'incapacité de nos systèmes alimentaires et agricoles à assurer la disponibilité d'une nourriture adaptée, accessible et en quantité suffisante pour tous.

* Selon *le Paradoxe de la faim*, vidéo réalisée par SOS Faim et Iles de Paix



L'alimentation, un choix?

En France, une politique d'aide alimentaire a été mise en place dans les années 80 pour répondre à une forte précarité alimentaire. En 2021, **les associations estiment que 5 à 7 millions de français font appel à l'aide alimentaire.**

Cependant, cette politique est largement discutable aujourd'hui. Tout d'abord, cette aide alimentaire permet de nourrir les personnes pauvres mais ne garantit pas le droit à l'alimentation choisie et de qualité.

Nous sommes convaincus qu'une majorité des consommateur-rices n'ont pas réellement le choix de leur alimentation !

De plus, les supermarchés et grandes surfaces qui distribuent des denrées pour les organismes d'aide alimentaire bénéficient de réduction d'impôts, ce qui ne les incite pas à réduire leurs surplus et favorise l'agriculture industrielle.



Nos orientations et actions

Cette analyse nous pousse à imaginer des leviers d'actions en adéquation avec une autonomie alimentaire de produits de qualités pour toutes et tous, tout en faisant le choix de rompre avec le monde capitaliste et productiviste.





Des animations tout public pour sensibiliser à l'agriculture et l'alimentation durable

- » Faire le choix du **commerce équitable** et privilégier des produits provenant de l'agriculture paysan·nes.
- » Créer des partenariats avec des **paysan·nes du territoire**.
- » Travailler en réseau avec des **acteur·rices locaux·les**.

Partager des savoirs-faire et des compétences comme la mise en bocaux

- » Apprendre des méthodes de conservation et savoirs-faire pour se diriger vers une autonomie alimentaire.
- » Utilisation de produits en surplus des paysan·nes ou des particuliers pour réduire le gaspillage.
- » Privilégier des produits de qualité.



Participer à la réalisation d'un atelier de transformation végétal

- » Mutualiser des outils de transformation et permettre aux paysan·nes du territoire de diversifier leur offre.
- » Réduire les déchets agricoles avec la récupération et la mise en bocaux des surplus.
- » Imaginer une redistribution ou une vente solidaire de certains produits transformés auprès de publics spécifiques.



Organisation de l'association

Le bureau

Instance décisionnaire composée de bénévoles dont un ou plusieurs président·es et un ou plusieurs trésorier·ères. La composition du bureau est élue à l'assemblée générale, prend des décisions stratégiques et s'occupe de la gestion courante et administrative en lien avec les salarié·es de l'association.

L'équipe salariée

Chargée de la réalisation opérationnelle en collaboration avec le bureau, elle est composée à minima de deux coordinateur·rices associatif·ves.



Groupes de travail

Différents espaces d'engagement sur des sujets spécifiques inhérents à l'activité de l'association :

- » un groupe de travail sur l'animation, composé de bénévoles, salarié·e·s et volontaires en service civique.
- » un groupe de travail LEADE composé de bénévoles, salarié·e·s, acteur·rices locaux·les, paysan·nes, etc... pour réfléchir au projet de création d'un atelier de transformation.

Réseau de bénévoles

Mobilisations de bénévoles sur des missions précises comme l'animation d'ateliers, un coup de main ponctuel en cuisine, etc...

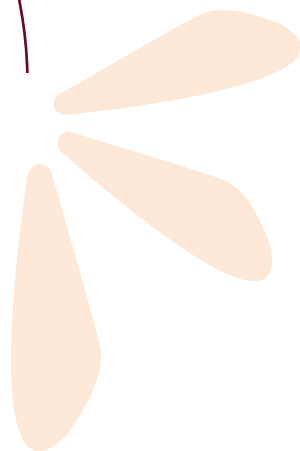
Modèle économique

Nous proposons des prestations d'animations à tarif différencié ; nous appliquons une tarification spécifique à chaque public avec pour objectif de rendre accessible nos animations à un plus grand nombre. C'est également pour cela que nous faisons le choix de réaliser des actions dans des entreprises qui ne partagent pas la totalité de nos valeurs et principe d'actions. En effet, il nous paraît nécessaire et enrichissant d'élargir nos actions à un public plus large qui n'est pas forcément convaincu par nos idées.



Contact

Association Boc' à RÉCUP'
594 route de Dhuis
01250 Simandre sur Suran
contact@bocarecup.fr
www.bocarecup.fr
07 76 92 51 43





Photographe : Thomas CHAMBARD

Graphiste : Laura DOUCET

Crédits :

Maquettes vectorielles de pch.vector sur Freepik
Image (p.17) de lifeforstock sur Freepik

